mière province à accepter le bénéfice du projet fit observer que certaines municipalités de sa province étaient dans l'impossibilité de payer un seul sou pour les travaux projetés. Je lui répondis: "Monsieur le premier ministre, la chose est regrettable, mais le gouvernement fédéral ne peut consentir à soulager quelque municipalité que ce soit de toutes ses obligations. Par conséquent, chaque municipalité devra acquitter une partie des frais d'exécution des travaux destinés à remédier au chômage, et le principe de la responsabilité des municipalités envers leur propre population doit être reconnu et maintenu." En conséquence, les municipalités signèrent, règle générale, des conventions à cet effet, et elles durent s'obliger à acquitter la moitié du coût des importantes entreprises municipales dans leurs propres localités, telles que travaux d'égout, trottoirs, ou aqueducs, et à exécuter ces entreprises cet hiver afin de procurer de l'emploi aux personnes qu'il aurait autrement fallu secourir directement, le travail étant universellement reconnu préférable au secours direct. Nous avons répondu: "Vous acquitterez la moitié du coût, et la province et le gouvernement fédéral s'engagent chacun à en payer vingt-cinq pour cent."

Depuis le 1er octobre dernier, plus de 1,600 conventions tripartites furent ainsi conclues entre les municipalités, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral; et en conséquence, des entreprises représentant environ \$69,000,000 ont procuré du travail aux chômeurs canadiens dans le besoin. De plus, les deux grandes compagnies de chemins de fer furent consultées sur la question de savoir si elles seraient en mesure d'entreprendre des travaux utiles qui soulageraient la situation. Après quelques jours de discussion, d'abord avec le premier ministre, puis avec moi, les compagnies de chemins de fer étudièrent le projet sur le plan des idées émises. Peu de temps après, elles apportèrent la proposition suivante: "Voici un programme d'entreprises qui doivent être inaugurées dans un, deux ou trois ans, mais nous sommes prêtes à en commencer l'exécution dès maintenant, pourvu que le gouvernement fédéral nous indemnise dans la mesure d'acquitter l'intérêt sur le capital nécessaire à engager. Ces propositions furent minutieusement discutées et étudiées, avec la conclusion que nombre d'entreprises pourraient être exécutées. Il ne parut pas pratique d'entreprendre la construction d'un trop grand nombre de nouvelles lignes. Bien que l'établissement de centaines de milles de lignes de chemins de fer eût été autorisé, il ne parut pas judicieux de se risquer dans un trop grand nombre de ces travaux, mais il fut jugé convenable de répartir le plus possible les travaux entre le plus grand nombre d'in-

L'hon. M. ROBERTSON.

dustries. Il fut estimé que l'achat d'une couple de centaines de milles de rails procurerait du travail aux ouvriers des houillères et des aciéries, qui auraient sans cela été plongés dans le chômage. En général, il fut donc esquissé de très importantes entreprises actuellement en voie d'exécution.

D'autres travaux utiles mis à l'étude visaient la suppression des passages à niveau, laquelle relève de la Commission des chemins de fer. Il fut jugé que ces travaux pourraient être entrepris dans un but doublement fructueux; diminuer les risques des voyageurs et procurer du travail. Et la somme respectable de \$500,000 fut mise à la disposition de la Commission des chemins de fer, par l'entremise de qui les travaux devaient être exécutés.

Voilà une courte esquisse du projet poursuivi grâce à la coopération des autorités provinciales et municipales dans tout le Canada, depuis le 1er octobre dernier. Au début de la semaine prochaine, il sera déposé dans l'une et l'autre Chambre un rapport indiquant par provinces un état plutôt concis des faits que je viens d'esquisser, et relatant maints autres détails qui ne rentrent pas dans le cadre du présent discours. Lorsque la Chambre aura reçu ces données, elle possédera toutes les précisions du projet et elle connaîtra le mode d'exécution des entreprises.

Ayant été chargé de veiller à l'application de la loi tendant à remédier au chômage, je dirai en passant que je m'efforce de l'appliquer sur un plan absolument équitable pour toutes les régions du Canada, et il m'est agréable de voir la très sincère coopération que les autorités provinciales et municipales ont prêtée à cet égard. Indépendamment de sa couleur politique, chaque gouvernement provincial et municipal, et le gouvernement fédéral, se sont résolument mis à l'œuvre; et qu'ils aient ou non reçu l'approbation générale, ils se sont, par le moyen de leur coopération, employés de leur mieux à soulager la misère.

Peu de temps après l'accession du nouveau Gouvernement au pouvoir, il existait un autre état de choses dont il serait à propos de parler en ce moment. Il était évident que le Canada possédait plus de travailleurs qu'il n'en pouvait utilement et lucrativement employer, et que le nombre des chômeurs s'accélérait. Par conséquent, s'il fallait trouver un remède au chômage, il était nécessaire d'en corriger la cause, ou l'une des causes. Le moindre observateur sait aujourd'hui que durant les dix-huit mois qui ont précédé la dernière élection générale, environ 160,000 personnes venant de l'étranger sont entrées au Canada. En même temps, l'exode de notre population qui sévissait depuis nombre d'années, ce à quoi je ne trouve pas à redire,